

Bonjour,

J'espère que vous allez bien.

Epictète (50 - 135), philosophe grec, a écrit :

« N'attends pas que les évènements arrivent comme tu le souhaites. Décide de vouloir ce qui arrive... et tu seras heureux »

Bien que ce ne soit pas toujours simple, surtout dans le contexte actuel qui, depuis l'épisode du Covid, est extrêmement tendu, nous essayons de conserver nos convictions et nos valeurs au niveau des investissements et, à ce titre, nous profitons de cette note pour vous remercier de votre confiance.

Toute l'équipe d'Arcanes Associés se joint à moi pour vous souhaiter une excellente année 2024. Nous espérons qu'elle vous apportera le meilleur, à commencer par une bonne santé qui reste la plus grande richesse.

Très bonne année 2024...

France :

Dans un article du Point, l'on apprend que la France est le pays champion du monde des prélèvements obligatoires qui représentait 46,1% du PIB en 2022, se plaçant devant la Norvège et l'Autriche. Un « titre » de champion dont on se serait bien passé...

Et pourtant selon les derniers chiffres de l'INSEE, la dette publique atteint 111,7% du PIB au T3.

Des questions se posent sur la bonne gestion des finances publiques...

D'après les données publiées S&P Global, après 44,6 en novembre, l'indice PMI Composite de la France se serait replié à 43,7, soit un plus bas depuis novembre 2020 selon le magazine Investir.

La Banque De France abaisse légèrement sa croissance pour 2023 à +0,8%.

Le 1^{er} janvier est traditionnellement le jour des augmentations, ainsi selon le site de l'URSSAF, le SMIC augmente de 1,13% et passe à 11,65€ brut de l'heure soit 1 766,92€ brut mensuel pour une durée hebdomadaire de 35h, soit environ 1 398€ net.

Selon un article des Échos, à la suite de la publication de l'indice des prix à la consommation de l'INSEE, la Taxe Foncière va augmenter d'au minimum 3,9% en 2024.

Sans lister les différentes augmentations, l'on notera tout de même la spectaculaire augmentation de 8,3% du prix du timbre !!!!

Nouvelles restrictions de circulation dans les ZFE (Zone à Faibles Émissions). Ainsi, les véhicules ayant une vignette de Crit'Air 4 sont interdits de circulation depuis le 1^{er} janvier à Lyon, Grenoble et Strasbourg.

Une manière parfaitement légale d'exclure des grandes villes les personnes à faibles revenus qui n'ont pas les moyens d'investir dans un véhicule récent...

Malgré une économie en berne, quelques bonnes nouvelles sont à noter :

- Selon une dépêche de l'AFP, le gouvernement a autorisé début décembre le premier permis de recherche de réserves d'hydrogène naturel.

- Mistral AI, le « rival » français de Chat GPT a levé 385 millions €, un record dans l'IA en France et vaut désormais 2 milliards €.
- Airbus continue d'engranger des commandes avec une commande de 100 avions par le loueur irlandais Avolon et une commande géante de 220 avions par Turkish Airlines.
- Créer en septembre 2018, le producteur d'électricité verte français NEOEN lance la construction d'une nouvelle batterie Lithium-ion en Finlande

Malgré tout ce que l'on lit, la France n'a pas dit son dernier mot et conserve un réservoir d'entrepreneurs et de développeurs qu'il serait bon de soutenir...

Bab-El-Mandeb :

Si ce nom était, pour la majorité, inconnu il y a encore quelques semaines, il est aujourd'hui quasi impossible de ne pas en avoir entendu parler.

C'est le détroit séparant Djibouti, en Afrique, du Yémen sur la Péninsule Arabique et donnant accès à la mer rouge dans un sens et à l'Océan Indien dans l'autre.

Situé dans une zone géographique particulièrement instable où la piraterie et le terrorisme sont légion, son poids stratégique est dû au Canal de Suez qui donne accès à la Mer Méditerranée qui est un point de passage majeur pour l'approvisionnement des pays occidentaux aussi bien en produits manufacturés en provenance d'Asie que pour le passage des « super tanker » des pays du Golfe.

40% du commerce mondial passe par ce détroit.

Depuis le début du conflit Israélo Palestiniens, les rebelles Houthis (Yémen) soutenant le Hamas et le Hezbollah n'ont cessé d'envoyer des missiles et des drones sur l'état Hébreux et depuis mi-novembre d'attaquer les navires de commerces passant le détroit.

Devant le danger que représente ces attaques, afin de protéger leurs frets et leurs équipages, les grandes compagnies Maritime MSC (Suisse), Maersk (Danmark), CMA CGM (France), Hapag-Lloyd (Allemagne) ont décidé d'éviter le détroit et ont ordonné à leurs navires de changer de voie maritime en contournant l'Afrique.

Ce contournement, s'il se poursuit, aura pour conséquence d'augmenter les temps de voyages mais aussi d'augmenter les coûts de transports.

Dans un contexte de stock zéro, cela pourrait de nouveau ralentir les chaînes de productions et augmenter les coûts.

Une coalition comprenant une dizaine de pays dont les États Unis et la France a été positionnée dans le détroit afin de contrer au maximum les attaques des rebelles Houthis.

Néanmoins certains armateurs préfèrent détourner leurs navires au moins jusqu'au 9 janvier.

Domage collatéral, la baisse du trafic maritime dans le Canal de Suez déstabilise l'Égypte dont c'est une ressource majeure.

Derniers événements en date, le 31/12 une frappe américaine a coulé trois navires Houthis et hier matin le navire de guerre iranien Alborz est entré dans le détroit sans que personne ne sache trop pourquoi, mais sa présence fait monter la pression dans une zone déjà particulièrement tendue.

D'un point de vue purement financier, au-delà des coûts supplémentaires pour les compagnies maritimes, les armateurs Maersk, Hapag-Lloyd et CMA-CGM ont vu leur cours de bourse chuté.

A suivre...

« Made in France »

L'année 2023 aura sonné « le glas » d'une grosse partie des enseignes « stars » des années 90.

Les plans de sauvegarde, les redressements judiciaires ou les liquidations se sont succédés à un rythme effréné tout au long de l'année.

Les dernières en date comme Casino ou Habitat venant clôturer une année bien chargée.

Le secteur qui semble le plus touché reste le prêt-à-porter. Camaïeu, Naf Naf, Kookaï, San Marina ou encore Gap, les enseignes milieux de gamme, autrefois florissantes, n'ont pas résisté aux nouveaux leaders des bas coûts comme H&M, Zara, Primark ou le tout dernier arrivé SHEIN dont on peut se demander comment l'enseigne peut faire des prix aussi bas incluant le transport.

En parallèle, malgré les fêtes, que ce soit le foie gras, le saumon fumé ou même le champagne, les produits de fêtes eux aussi se vendent moins bien cette année.

Et pourtant, selon un sondage OpinionWay de novembre 2023, il en ressort que 9 français sur 10 assurent vouloir consommer « français ».

Pourquoi les français aiment le « Made In France » mais n'en achète pas ?

(Source Opinion Way, CCI, BFM Business)

Ce pourrait être une bonne résolution pour l'année 2024 : acheter français. Mais pour 70% des français, le principal frein est le coût : trop cher.

Toujours selon le sondage, si 89% veulent davantage consommer français, 80% ont restreint leurs achats « Made In France » en raison d'une forte inflation.

Si une partie de l'arbitrage se fait en fonction du prix et non pas de l'origine du produit, il est à noter que le poids du « Made In France » dans les produits manufacturés n'a cessé de baisser.

Ainsi, pour 43% des sondés, c'est aussi le manque d'offre de certains produits qui n'existent pas.

Ce qui n'est pas une exception française puisqu'avec la mondialisation des économies tous les pays occidentaux sont touchés.

Néanmoins le recul du poids du « Made In France » est particulièrement plus important sur les produits manufacturés et agricoles.

Ainsi le « Made In France » dans les produits manufacturés (automobile, textile, médicaments, ...) est passé de 82% en 1965 à 38% en 2023.

Idem dans les produits agricoles qui sont passés de 83% en 1972 contre 58% en 2023.

Dans cet article, l'on apprend que 5% des jouets, 3% des vêtements ou encore 1% des montres achetés par les français sont fabriqués en France, tout le reste est importé.

Ce qui explique en grande partie le déficit de notre commerce extérieur.

Si l'on compare les 38% « Made In France » à nos partenaires, en Allemagne le « Made In Germany » représente 52%, en Italie le « Made in Italy » 51%, en Espagne le « Made in Spain » 40%.

La palme revenant aux États Unis avec un « Made In USA » de 66%.

Ayant perdu la moitié des « savoir-faire », la majeure partie des productions ne reviendra pas dans l'hexagone. De plus, la faible valeur ajoutée de certains produits ne vaut pas le coût exorbitant d'une réindustrialisation.

Néanmoins que ce soit dans la transition énergétique et/ou la technologie qui sont des secteurs à forte valeur ajoutée, il est possible d'inverser la tendance.

Un emprunt d'état géré par la BPI et destiné au développement d'une industrie de pointe pourrait avoir un impact, la recherche et le développement devrait nous permettre de reprendre notre place au sein de l'économie mondiale et de ne pas rester figé dans un pays musée.

Quitte à s'endetter autant le faire pour investir à moyen long terme plutôt que pour soutenir une dette colossale...

Sur les marchés :

Dans son discours de mi-décembre, la FED, qui a laissé ses taux inchangés pour la troisième fois d'affilé, a laissé entrevoir de possible baisse des taux en 2024, ce qui a permis au CAC40 de « pulvériser » son record au-delà des 7 600 points et de conforter le « rallye » de fin d'année sur les places boursières occidentales.

De son côté la BCE laisse, elle aussi, ses taux inchangés et estime que l'inflation devrait passer sous les 2% en 2026.

Goldman Sachs prévoit une baisse des taux de la BCE à chaque réunion à compter d'avril 2024 où la première baisse serait de 0,75%...

Cela pourrait avoir un impact non négligeable sur l'économie courant du deuxième semestre.

A suivre...

Mon analyse :

L'année 2023 s'est terminée par un « rallye » de fin d'année soutenu sur les marchés, alors que l'ensemble des PMI notamment en Europe sont dans le rouge.

Récession ? stagnation ? croissance ? Bien difficile de prédire l'année 2024.

Dans un contexte de marchés hauts, mais avec une fin d'année chaotique montrant un recul du PIB au T3 pour la France et une récession pour l'Allemagne, il convient de rester prudent sur ce premier trimestre.

Comme expliqué dans les précédentes notes, dans ce contexte politique et économique très compliqué, j'ai privilégié la diversification des allocations d'actifs sur des produits obligataires, des actions, des ETF et des produits structurés à capital garanti tout en conservant un sens à l'investissement et surtout nos convictions.

Pour ce faire, j'ai libéré quelques positions européennes et immobilières et j'ai renforcé les positions internationales et nord-américaines.

Le but est d'avoir une allocation plus compacte, plus internationale et surtout plus flexible afin d'être en phase avec la situation économique et géopolitique actuelle.

A mon sens, les marchés sont très hauts par rapport à l'économie et au moral des ménages, tout du moins en Europe. Aussi j'ai conservé certaines liquidités sur le fonds euros afin de profiter d'éventuelles opportunités, dans le cas contraire je reste en attente.

Si vous êtes en désaccord avec cette approche, n'hésitez pas à m'en informer pour que nous puissions ajuster en fonction de votre demande.

Il est à noter que malgré les baisses, la majorité des track record des allocations d'actifs restent très positifs sur 3 ans et 5 ans, ce qui correspond à nos horizons de placements.

Mon analyse est forcément subjective et ne reflète que mon point de vue, à ce jour, en fonction des éléments à ma disposition au 31 décembre 2023.

J'espère que cette note vous permettra d'affiner votre réflexion, je reste à votre disposition pour tout complément d'information.

En parallèle, si vous étiez en désaccord avec la stratégie mise en place, n'hésitez pas à m'en informer afin de la réajuster et de la personnaliser en fonction de votre demande.

Prenez soin de vous

Germain Soriano
06 64 73 64 75